

La Gauche columérienne s'inquiète

Quel avenir pour l'hôpital ?

"On ne lâchera rien sur le centre hospitalier !" PS, PCF et Verts columériens se sont unis et veulent le faire savoir.

Mobilisation. Le mot d'ordre est donné. Et à voir la dizaine de représentants des forces de gauche de Coulommiers assis autour de la table du local de l'Hôtel de l'Orme-Chaumont, la détermination semble bien de mise. Chacun est là pour affirmer haut et fort son inquiétude sur le sort du centre hospitalier René-Arbeltier de Coulommiers. Ils craignent le pire et ont décidé de le dire d'une seule voix.

Les craintes sur l'avenir de l'hôpital ne sont pas nouvelles. Le directeur du centre hospitalier Raoul Passy l'avait confirmé dans nos colonnes le 10 juin dernier : « *Les comptes sont dans le rouge* ». Masse salariale en augmentation et un changement de tarification en sont les principales causes. Mais le ton est rassurant : « *Il n'est pas question de fermer l'hôpital de Coulommiers* », affirmait alors aussi bien Raoul Passy que Franck Riestter, maire et président du conseil d'administration de l'établissement (*Le Pays Briard* du vendredi 13 juin).



"C'est l'opacité totale"

Il n'empêche : les craintes continuent d'être là. L'hôpital columérien fait partie des 235 hôpitaux de proximité (sur 351 en France) qui figure sur la liste des établissements menacés. Depuis, le projet de "loi Bachelot" (Hôpital, patients, santé et territoires) a précisé la réforme annoncée : création d'agences régionales de santé, regroupement en « communautés hospitalières de territoire », des contrats d'objectifs passés à chaque hôpital et des pouvoirs plus forts accordés aux directeurs d'établissement (le maire n'est plus obligatoirement président du conseil d'administration).

A Coulommiers, une intersyndicale (CGT, FO, CFDT et Syndicat autonome santé) a vu le jour en septembre. A présent, c'est au tour des organisations politiques de gauche (PS, PCF, Les Verts, PRG, MRC et POI) de s'unir. « *L'intersyndicale est au cœur de l'hôpital*, précise Laetitia Martig, élue et présidente du groupe "Parti socialiste et citoyens de gauche" à

Les représentants des organisations politiques de gauche : au premier rang, Roland Coillot (PS), Laetitia Martig (PS), Yvon Tregoat (Les Verts) ; au second rang, Anne et Jean-François Gloses (Parti ouvrier indépendant), Patrick Mellier (PS), Patrice Keck (Mouvement républicain et citoyen) et Claude Lillermann (PCF).

Coulommiers. *Ses représentants siègent au conseil d'administration. Ils nous communiquent des informations.* »

Et selon ces Columériens, les nouvelles ne seraient pas bonnes : « *Nous avons su par les syndicats qu'il était question de suppression d'emplois et de services.* » Parallèlement, le futur centre hospitalier de Jossigny - Marne-la-Vallée attise les craintes : « *Nous ne sommes pas contre un hôpital de qualité*, souligne Laetitia Martig. *Mais comment va se faire la répartition des soins de santé ? Nous n'avons aucune information. C'est l'opacité totale.* »

Car le fond du problème, selon ces représentants de la gauche columérienne, est leur impossibilité à en savoir plus. « *A chaque conseil municipal, une question est posée par Pascal Thierry, assure Laetitia Martig. La seule réponse, c'est : "Tout va bien".* » Et même si la fermeture de l'hô-

pital n'est pas à l'ordre du jour, les représentants de la gauche columérienne entendent bien savoir « *à quelle sauce Coulommiers va être mangé* ». « *Des spécialités pourraient être enlevées à Coulommiers* », redoutent les représentants de gauche qui réclament une « *égalité des soins* » tout en insistant sur le fait qu'il ne s'agit pas là de « *politique politicienne* ».

Et alors que le vote de la loi Bachelot est prévu en début d'année et que les élus « *se mobilisent dans toutes les communes de France qui ont notre profil* », le mot d'ordre est clair : « *On ne lâchera rien sur l'hôpital* », martèlent Laetitia Martig et Claude Lillermann (PCF) qui rappellent que la ville a déjà perdu son tribunal d'instance.

Leur objectif à présent : « *mobiliser la population* ». Le débat est ouvert.

CARINE MARTIN